



POLE INSTITUTE

Institut Interculturel dans la Région des Grands Lacs

Est de la RDC : Intégration des troupes et invalidation des députés proches du CNDP

Pole Institute, le 3 février 2009

Le contexte politico-militaire à l'Est de la RDC continue à évoluer de façon spectaculaire. En même temps que se déploient les troupes rwandaises et congolaises dans les sanctuaires des FDLR des Territoires de Rutshuru et de Masisi, la reconquête par le gouvernement congolais des pouvoirs et des espaces naguère contrôlés par la rébellion du CNDP a atteint la vitesse de croisière. Sur le plan militaire, le système d'intégration accélérée a permis de recevoir un échantillon des rebelles dans les rangs de l'armée nationale dans une cérémonie riche en symboles. Sur le plan politique, les députés provinciaux du Nord Kivu, par une procédure d'invalidation tout aussi „accélérée“, viennent de chasser de leur Assemblée 2 de leurs collègues, coupables d'avoir rejoint... le CNDP. Les militaires seraient-ils plus tolérants que les politiques?

Douze jours après la déclaration de la fin des hostilités entre le mouvement rebelle du Congrès National pour la Défense du Peuple (CNDP) et les Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) le 16 janvier 09, les événements continuent à se succéder à un rythme tel que l'on se demande si ce qui se passe au Nord Kivu est le résultat d'un processus de longue date et dont on assiste au dénouement, ou si c'est une course contre la montre, avec obligation de résultat.

En effet, le jeudi 28 janvier 09, le Ministre congolais de la Défense, Monsieur Charles Mwando Nsimba, a présidé au camp militaire de Rumangabo (50 kilomètres au nord de Goma) la cérémonie d'intégration « accélérée » des éléments du CNDP au sein des FARDC, comme l'a qualifiée le ministre lui-même.

L'intégration de ces éléments rebelles, à l'instar de tout ce qui se passe dans le cadre des opérations conjointes des FARDC et de l'Armée rwandaise, s'est effectuée rapidement, presque à la -va -vite, avec une célérité qui surprend tout observateur avisé. Le premier re-déploiement des FARDC dans les espaces naguère conquis et administrés par le CNDP a commencé le 22 janvier 09, et une première tentative d'occupation du camp militaire de Rumangabo par les FARDC avait failli provoquer des incidents avec les éléments rebelles trouvés sur place.

Ce camp est d'une forte portée symbolique pour les deux parties ; elles s'y sont affrontées par deux fois et par deux fois le CNDP l'a emporté sur les troupes gouvernementales. Début octobre 08, les rebelles s'étaient emparés du camp, avant de s'en retirer sur demande de la Mission de l'ONU en RDC (MONUC), avant de le reprendre et de l'occuper du 27 octobre 2008 au 28 janvier 09. Le retour des forces gouvernementales à Rumangabo constitue donc en soi un symbole. Tout comme la

présence à cette cérémonie de certaines personnalités qui n'ont pas fait partie du premier cercle des acteurs du processus en cours constituait un symbole, celui de l'appropriation de la démarche par les pouvoirs institutionnels « visibles ». En effet, à part le Ministre de la Défense venu de Kinshasa pour la circonstance, le Général Didier Etumba, le Chef d'Etat Major des FARDC qui avait suscité la stupeur générale en avouant sur les ondes de Radio France Internationale (RFI) qu'il n'était pas au courant du déploiement des FARDC dans le Territoire de Rutshuru et Julien Paluku Kahongya, Gouverneur du Nord Kivu, ont participé à la cérémonie. Ainsi que les membres de la « facilitation internationale », qui avait été soigneusement tenue à l'écart des préparatifs des opérations militaires conjointes FARDC-RDF.

De même, le mouvement d'humeur des mêmes membres de la facilitation internationale qui ont déserté leur place dans la tribune à l'arrivée du Général Bosco Ntaganda, le nouvel homme fort du CNDP- celui qui a sans conteste joué un rôle de tout premier plan dans les développements en cours- a constitué un autre symbole. Par ce geste, les Occidentaux ont voulu rappeler que le jeune général était sous le coup d'un mandat de la Cour Pénale Internationale et qu'à défaut de pouvoir l'arrêter il n'était pas décent de manger à la même table que lui.

Mais dans ce jeu de symboles, le plus spectaculaire aura été cette intégration des éléments du CNDP au sein des FARDC. Au total soixante soldats rebelles ont été identifiés, médicalement examinés, dépouillés de leurs tenues de camouflage caractéristiques du CNDP et vite revêtus de la tenue vert olive de leurs ennemis de la veille, avant de tomber dans les bras de ces derniers, sous l'œil attendri de l'assistance. Dans cette course contre la montre, la re-configuration de l'armée s'effectue à la même vitesse que tout le reste : celle de l'urgence et des résultats. Ainsi, dans la foulée, tous les autres groupes armés sont associés à « l'intégration accélérée » et leurs éléments intégrés *in absentia*. Quant au Général Bosco Ntaganda, il est désormais l'adjoint du Général John Numbi, Commandant des opérations conjointes. Le Rwanda était représenté à cette cérémonie par le colonel Ruvusha de la RDF.

Pendant ce temps, en politique...

Autant la machine militaire semble avoir tourné la page des années de conflit, autant la politique provinciale semble retrouver la voie des règlements de comptes. En effet, le lendemain de l'intégration accélérée des éléments du CNDP au sein des FARDC, l'Assemblée provinciale du Nord Kivu qui était restée sans voix pendant toute la durée de la crise, s'est soudainement manifestée par une « invalidation accélérée » de ses deux membres François Gachaba et Jérôme Mashagiro, coupables d'avoir rejoint les territoires sous contrôle du CNDP au plus fort de la débandade des forces gouvernementales en octobre 2008.

Revenu dans la suite du Général Bosco Ntaganda à la faveur de la déclaration de la fin des hostilités, le député Gachaba, élu de la ville de Goma, déclarait sa fierté d'avoir été de l'autre côté de la ligne de front où il a contribué à la détente en cours qu'il était prêt à reprendre sa place au sein de l'hémicycle provincial. Son collègue Mashagiro attendait de lui emboîter le pas, lorsque la mesure de leur invalidation est tombée,

votée par 34 députés sur 36, alors que lors d'un vote précédent, au mois de décembre 2008, une motion d'un député provincial pour l'invalidation des deux « déserteurs » avait été rejetée par ses collègues qui estimaient alors qu'il n'y avait aucune base juridique pour exclure les deux élus. Moins de deux mois plus tard, c'est le revirement, et l'invalidation. Il est vrai que, entre-temps, les positions du CNDP ne menacent plus la ville de Goma et que l'Etat congolais semble avoir repris le contrôle des espaces et du pouvoir par le redéploiement des FARDC. Pendant qu'à Kinshasa les esprits se chauffent sur la collaboration entre Kabila et Kagame, il semblerait qu'à Goma la politique locale va reprendre ses droits, entre redistribution des rôles dans le leadership local et compétition sans merci dans la perspective des échéances électorales éventuelles.

Cependant, il est à craindre que la mise à la touche des cadres politiques du mouvement rebelle et leur marginalisation au profit de la fraternisation avec les militaires ne puisse créer des rancoeurs et des frustrations, ce qui pourrait compromettre, à terme, toute édification durable de la paix. Et le vote des députés provinciaux, même justifié par les prescrits de la loi et des règlements intérieurs, est un signal dans le mauvais sens. Il détone dans le concert ambiant des bonnes intentions.

Ones

2 février 09

This document was created with Win2PDF available at <http://www.win2pdf.com>.
The unregistered version of Win2PDF is for evaluation or non-commercial use only.
This page will not be added after purchasing Win2PDF.